



Bulletin du triage de Sibelin

Lyon le 14 octobre 2024

Budget 2025 : à nous de faire payer les riches !

Le gouvernement a donc présenté son budget le 10 octobre dernier. Malgré les discours des éditorialistes bourgeois qui s'affolaient à l'idée que le gouvernement puisse taxer les plus riches, nous en sommes bien loin. Certes, Barnier a annoncé revoir « la courbe d'allègements des charges sociales », mais pour les patrons, ce sont toujours exonérations et subventions à gogo. Les 500 familles les plus riches, elles, pourront garder la main sur les 1200 milliards d'euros qu'elles possédaient en 2024 ! Certes, une contribution de 2 milliards est demandée aux plus riches d'entre elles sur trois ans, mais le gouvernement assure que ce sera exceptionnel. Comme toujours, ce sont les classes populaires qui sont les premières ciblées.

Un serrage de ceinture en règle à 40 milliards d'euros pour les services publics

Pour trouver 60 milliards d'euros et combler les déficits de l'État, autant aller chercher dans les services publics. Il est vrai qu'en la matière, Barnier et sa bande de casseurs ont mis la barre très haut. La suppression de 4 000 postes d'enseignants dans l'Éducation nationale est annoncée dans un contexte de pénurie de personnel éducatif pour prendre en charge les élèves, cette situation s'aggravant rentrée après rentrée. À cela s'ajoute une saignée historique de 15 milliards pour la Sécurité sociale : le déremboursement de certains médicaments par l'Assurance maladie compliquera encore davantage l'accès aux soins et les retraités devront attendre encore six mois pour voir leurs pensions indexées sur les prix. Quant aux travailleurs privés d'emploi par le patronat, peu épargnés par les gouvernements Borne et Attal, ils sont une nouvelle fois durement attaqués, avec 400 millions d'économie prévus sur l'assurance chômage. Faire les poches aux plus pauvres reste la bonne vieille recette de ces Robins des riches.

Les caisses de l'État se vident et les poches des riches se remplissent

Pour faire des économies, le gouvernement a eu une autre idée : supprimer 9 % du budget des fonds alloués aux Outre-mer, dans un contexte de crise sociale et de dégradation d'infrastructures vitales comme la distribution d'eau potable, il fallait oser !

Le gouvernement, qui ne perd pas le sens des priorités, n'a toutefois pas oublié d'augmenter le budget de l'armée de 3,3

milliards d'euros, pour atteindre 50,5 milliards d'euros. Préparer des conflits pour défendre les intérêts de l'impérialisme français, gaver de subventions et de commandes les marchands de canons : on reconnaît bien là les fondamentaux d'un gouvernement au service des classes dominantes !

Pour les travailleurs, pas question de payer l'addition !

Pendant que les profits se portent bien, le quotidien des classes populaires est marqué par un appauvrissement généralisé. Sur l'ensemble du territoire français, 20 200 licenciements économiques ont été enregistrés au premier trimestre 2024, touchant notamment les travailleurs du secteur automobile mais aussi du secteur social, dont la situation ne sera pas améliorée par les nouvelles coupes prévues dans le budget de la Sécurité sociale. Dans le même temps, l'inflation continue de peser lourdement sur nos dépenses quotidiennes... et le gouvernement en rajoute une couche en augmentant la taxe de consommation d'électricité de 3 milliards d'euros !

En Martinique, c'est une véritable révolte qui se lève depuis un mois contre la vie chère. Malgré la répression de l'État, les grèves et les blocages se poursuivent. Vendredi dernier, les manifestations ont entraîné la fermeture du principal aéroport de l'île ainsi que de la totalité des établissements scolaires. Ces manifestants ont totalement raison : à l'ensemble des travailleurs de les rejoindre !

C'est à nous !

En ce moment, la boîte envoie nos DPx battre le rappel pour que nous répondions à l'enquête « C'est à vous ». Notre direction fait mine de s'intéresser à nos conditions de travail mais pas question pour nous de participer à cette mascarade ! Au cours de l'année écoulée, nous avons maintes fois exprimé ce qui rendrait le réveil et les journées de boulot moins pénibles : des augmentations de salaire et des embauches ! Toutes choses que nous n'obtiendrons qu'en nous mobilisant tous ensemble et pas en remplissant des questionnaires dont le rôle principal, pour notre direction, est de se donner bonne conscience en prétendant nous écouter !

Non aux racistes qui veulent nous diviser !

Des affiches du Rassemblement National sont régulièrement collées à proximité du triage. Par ce biais-là, le parti des Le Pen espère s'adresser aux travailleurs de la zone, et gagner quelques voix dans les milieux populaires.

Pourtant, les idées racistes et antisociales portées par le RN sont totalement à l'opposé de nos intérêts. Sur le triage, comme dans l'ensemble de la boîte, ce sont des dizaines de nationalités qui se côtoient, partagent les mêmes conditions de travail et font rouler les trains. Distiller le poison du racisme dans nos rangs, c'est vouloir affaiblir notre force collective pour le plus grand bénéfice de nos patrons. Alors non à ces idées nauséabondes !

SNCF, Trenitalia, Renfe : pas de concurrence entre les travailleurs !

Après Lyon, Trenitalia s'apprête à lancer des trains qui relieront Paris et Marseille. Cet axe très rentable attire les convoitises, dont celle de l'opérateur espagnol Renfe. Le gouvernement espagnol a même reproché aux autorités françaises de « tout mettre en œuvre pour empêcher un véritable processus de libéralisation sur son marché ». La Renfe s'apprête aussi à entrer sur le marché italien... sur lequel est déjà positionnée la SNCF ! Les multinationales que sont les opérateurs ferroviaires, soutenues par leurs Etats respectifs, tentent de s'approprier les parts de marché des unes et des autres. Cette concurrence sert de prétexte à nous faire accepter tous les reculs au nom de la défense de « notre » entreprise ! Mais, peu importe la boîte pour laquelle nous bossons, nous

partageons un intérêt commun à nous battre pour de meilleures conditions de travail ! Alors, travailleurs de tous les opérateurs ferroviaires, unissons-nous !

Grève des roulants du Mans, un exemple à suivre partout !

Au Mans, 60% de nos collègues de la traction et du contrôle se sont déjà déclaré grévistes pour un mouvement qui commencera dans quelques semaines. Ils dénoncent l'augmentation de la charge de travail de leurs journées de service. Un sujet que nous connaissons bien à Lyon et qui sera encore d'actualité cette année tant les projets de roulements pour 2025 accentuent cette recherche de productivité de la part de la direction. Alors prenons exemple sur nos collègues de la Sarthe et organisons-nous pour aller chercher des améliorations de nos conditions de travail !

Les voies sous l'eau...

La tempête Kirk a provoqué une belle pagaille sur les lignes : éboulements, inondations... entraînant suppressions de trains, panique en gare et autres dégâts sur les sites.

Ces situations mettent en lumière le manque criant de moyens matériels et humains. Et c'est à nous, sur le terrain, de payer les pots cassés des politiques d'économie permanente de la boîte.

Usagers, cheminots : mêmes contraintes, mêmes galères

La fermeture de la ligne de St-Etienne la semaine dernière a laissé des centaines d'usagers sur le carreau, occasionnant même des violences en gare de la Part-Dieu où plus d'une centaine de personnes en est venue aux mains pour monter dans le seul autocar et sa cinquantaine de sièges disponibles pour se rendre dans la Loire. Le manque d'effectif des agents en gare et le manque de moyens de substitution capacitaires se font de plus en plus sentir. Cheminots, usagers, réclamons ensemble des meilleures conditions de travail pour les uns qui amélioreront les conditions de transport des autres !

Révolutionnaires, un journal par et pour les travailleurs !

Achète le n°19 de notre journal pour 2€ auprès de nos diffuseurs.



Ce bulletin est le tien, n'hésite pas à le faire circuler !

Une info à nous transmettre, une remarque : écris-nous à npa.cheminots.lyon@gmail.com